

Niger : Au moins 37 civils tués dans une nouvelle attaque

Page 11

VERSION

Politique - Science - Education- Societe- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 18 août 2021

7 jrs/7

N°1706 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

Affaire Thomas Sankara au Burkina Faso : le procès s'ouvre le 11 octobre prochain

Page 21



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

La côte d'ivoire lance des vaccins contre Ebola

Page 17



Le président Buhari promulgue la loi de régulation du secteur pétrolier au Nigeria

Page 16

MAROC/ISRAËL

Coopération : Première visite du ministre des Affaires Etrangères Yaïr Lapid

C'est la première fois que le chef de la diplomatie israélienne se rend au royaume chérifien depuis la normalisation de leur relation. Après les Emirats arabes unis, Bahreïn et le Soudan, le royaume a été le quatrième pays arabe à avoir normalisé ses relations avec Israël en 2020, sous l'impulsion de l'administration de Donald Trump, précise l'AFP.



Yaïr Lapid pourrait hériter du poste de Premier ministre en Israël en 2023



Le rapprochement d'Israël et du Maroc se poursuit en dépit du scandale d'espionnage et de de l'usage fait par les services de sécurité marocains à l'aide du logiciel espion israélien Pegasus

Le chef de la diplomatie israélienne, Yaïr Lapid, est arrivé au Maroc, mercredi 11 août, pour une première visite dans le royaume d'un haut responsable de l'Etat hébreu, et ce huit mois après la normalisation des relations entre les deux pays. « Nous avons atterri au Maroc. Fier de représenter Israël durant cette visite historique », a-t-il écrit sur Twitter à son atterrissage au Maroc, indique l'AFP. Le royaume a été le quatrième pays arabe à avoir normalisé ses relations avec Israël en 2020, sous l'impulsion de l'administration de Donald Trump et cela en contrepartie d'une reconnaissance américaine de sa « souveraineté » sur le territoire disputé du Sahara occidental, toujours selon la même source.

Engagement soutenu en faveur de la cause palestinienne

De la rencontre bilatérale entre M. Lapid et son homologue M. Bourita, trois accords de coopération ont été signés, mercredi dernier selon le ministère des affaires étrangères marocain, portant sur la coopération politique, l'aviation et la culture. Ces

La suite à la page 3

RDC

La suite de la page 2

accords «*apporteront à nos pays innovation et opportunités au profit de nos enfants*», a déclaré le ministre israélien des Affaires étrangères Yaïr Lapid, saluant «*la restauration de la paix et l'amitié*» impulsées par le rétablissement des relations diplomatiques entre Israël et le Maroc, a relaté TV5monde sur son site. Pour rappel, ces accords viennent s'ajouter à ceux déjà signés dans les domaines de l'eau, de l'aviation et de la finance au moment de la première visite d'une délégation de responsables israéliens arrivés en décembre 2020 à bord d'un premier vol direct entre Rabat et Tel-Aviv. Les officiels israéliens ont mis à profit leur présence au Maroc pour visiter la synagogue Beth-El, à Casablanca (ouest), après avoir inauguré une représentation diplomatique d'Israël à Rabat. Il faut dire que, la communauté juive du Maroc, présente depuis l'Antiquité, est la plus importante d'Afrique du Nord (environ 3.000 personnes). Aussi, dans la foulée de l'annonce de normalisation avec l'Etat hébreu, le roi du Maroc, Mohammed VI, avait assuré au président palestinien Mahmoud Abbas la poursuite de «l'engagement permanent et soutenu du Maroc en faveur de la cause palestinienne juste».

Sources : AFP et TV Monde

Pierre Oued.

533 personnes sont mortes en trois mois d'état de siège, selon Lucha



Des membres du mouvement citoyen Lucha (Lutte pour le changement) après leur libération à Goma, Nord-Kivu, le 1er mars 2019

Le mouvement citoyen congolais Lucha a demandé ce jeudi 12 août 2021 la levée de l'état de siège en vigueur depuis trois mois dans deux provinces de l'est de la RDC.

Selon le mouvement citoyen congolais, l'instauration de l'état de siège provoque une intensification de la violence et des atteintes aux droits de l'homme. Cette mesure d'exception, par laquelle l'administration civile a été remplacée par l'armée, a été instaurée début mai par le gouvernement dans le Nord-Kivu et en Ituri pour tenter de mettre fin aux exactions des groupes armés qui terrorisent la population depuis plus de 25 ans a rapporté Africanews.Selon le mouvement des droits civils, 533 personnes ont été tuées en trois mois dans les deux provinces, soit une moyenne de six civils tués par jour. Trois mois après, la violence venant des groupes armés et des éléments de l'armée s'est intensifiée,

La suite à la page 4

TANZANIE

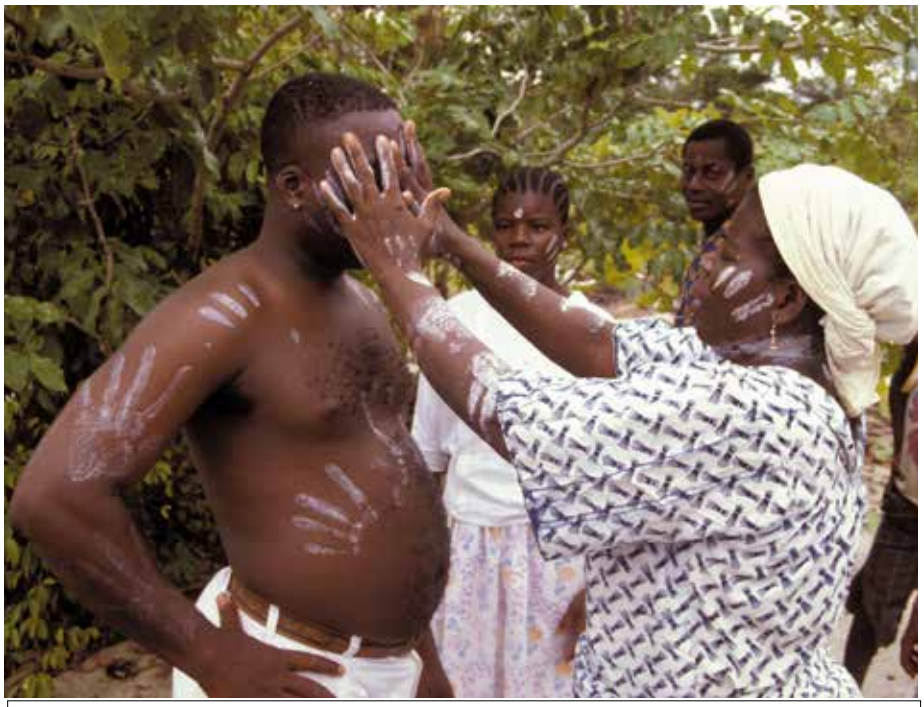
La suite de la page 3

les droits des citoyens sont de plus en plus piétinés et l'administration locale est complètement à l'arrêt, estime la Lucha,cité par TV5 monde.

Constatant l'échec, de cette mesure, la Lucha appelle les autorités à lever l'état de siège ou, à défaut ou en attendant, à démilitariser complètement les administrations publiques, rétablir les juridictions civiles ou encore écarter les militaires soupçonnés de violations graves des droits humains, de collusion avec les groupes armés ou de trafics divers. Le mouvement annonce son intention de lancer des manifestations pacifiques à travers le pays à partir de la semaine prochaine. Objectif, exiger une réponse étatique plus appropriée à la situation sécuritaire à l'est de la RDC qui ne cesse de se détériorer. Il faut noter que des consultations sont actuellement menées en commission par l'Assemblée nationale congolaise pour l'évaluation de cette mesure d'état de siège.

Oumou Konaté

Les guérisseurs traditionnels invités à enregistrer leurs médicaments



Les guérisseurs traditionnels invités à s'enregistrer, ainsi que leurs médicaments

Hernies, dépressions ou toute autre pathologie... Les guérisseurs en Tanzanie sont des personnes très respectées par la population. Leurs prescriptions à base d'herbes et de textes sacrés sont parfois mieux acceptées par les malades que les ordonnances des médecins conventionnels. Pour contrôler leurs pratiques et pour qu'ils puissent exercer officiellement, le gouvernement leur a demandé de s'enregistrer auprès des autorités.

Selon allAfrica, le gouvernement a exhorté les membres de la Société tanzanienne des guérisseurs et sages-femmes traditionnels de la région de Rukwa à enregistrer leurs médicaments traditionnels afin qu'ils puissent fournir le service aux citoyens. A en croire le gouvernement, les médicaments devraient être enregistrés auprès du Conseil national des médecines traditionnelles et alternatives et qu'ils seraient ensuite libres de servir les citoyens qui en ont besoin.

La suite à la page 5

La suite de la page 4

Le directeur du Département de Médecine Traditionnelle et Thérapie Alternative au Ministère de la Santé, du Développement Communautaire, du Genre, des Personnes Agées et de l'Enfance, le Dr Paul Mhame a noté que le gouvernement souhaite que les prestataires de soins de médecine traditionnelle et de thérapie alternative soient tous enregistrés et que leurs médicaments soient identifiés par le chimiste en chef du gouvernement. Il s'exprimait lors de la réunion qui visait à sensibiliser les guérisseurs traditionnels et les sages-femmes à leur rôle dans la lutte contre la pandémie de coronavirus.

Il a affirmé qu'il y a des avantages à enregistrer les médicaments traditionnels, tels que l'identification de leur puissance et de leur sécurité pour l'usage humain, ainsi que l'exploration de leurs marchés à la fois localement et internationalement. Il a aussi ajouté que lors de la première vague de coronavirus, les Tanzaniens appliquaient des soins de santé thérapeutiques alternatifs, y compris des méthodes d'inhalation de vapeur pour prévenir la pandémie infectieuse.

Pour sa part, le médecin-chef de la région de Rukwa (RMO), le Dr Boniface Kasululu, a expliqué que la réunion visait à discuter des problèmes liés à leur service, en particulier comment ils peuvent servir les patients sans provoquer la propagation du coronavirus.

Fatimata COMPAORE

Omar al-Bashir et d'autres responsables de crimes au Darfour seront transférés à la CPI



Bashir a dirigé le Soudan d'une main de fer pendant trois décennies et a fait l'objet d'un mandat d'arrêt international de la CPI bien avant sa chute

Le Soudan va remettre l'autocrate de longue date Omar al-Bashir à la Cour pénale internationale avec d'autres responsables recherchés pour le conflit du Darfour, a déclaré mercredi dernier à l'AFP, la ministre des Affaires étrangères Mariam al-Mahdi.

Le « cabinet a décidé de remettre les responsables recherchés à la CPI », a déclaré Mahdi, citée par les médias d'État. Bashir, qui a dirigé le Soudan d'une main de fer pendant trois décennies avant d'être destitué au milieu des manifestations populaires en 2019, fait face à des accusations de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité au Darfour. Les Nations Unies affirment que 300 000 personnes ont été tuées et 2,5 millions déplacées dans le conflit, qui a éclaté dans la vaste région occidentale en 2003, selon l'AFP. L'ex Chef d'Etat Al Bashir, 77 ans, est recherché par la CPI depuis 2009, date à laquelle elle a émis un mandat d'arrêt à son encontre. La décision de le livrer est

La suite à la page 6

SOUDAN

La suite de la page 5



Les autorités soudanaises veulent jouer la transparence en remettant l'ex-dirigeant soudanais à la CPI

intervenue lors d'une visite au Soudan du procureur en chef de la CPI, Karim Khan.

La guerre du Darfour

Le Soudan est dirigé depuis août 2019 par une administration civilo-militaire de transition qui s'est engagée à rendre justice aux victimes des crimes commis sous Bashir. Khartoum a signé un accord de paix en octobre dernier avec les principaux groupes rebelles du Darfour, certains de leurs dirigeants occupant des postes de direction au gouvernement, bien que la violence continue de hanter la région. La guerre du Darfour a éclaté en 2003 lorsque des rebelles non arabes ont pris les armes, se plaignant d'une discrimination systématique de la part du gouvernement dominé par les Arabes de Bashir. Khartoum a répondu en déclenchant la fameuse milice Janjaweed, recrutée parmi les peuples nomades de la région. Les groupes de défense des droits humains accusent depuis longtemps Bashir et ses anciens collaborateurs d'utiliser une politique de la terre brûlée, de violer, de tuer, de piller et d'incendier des villages. L'année dernière, le chef présumé de la milice Janjawid Ali Muhammad Ali Abd al-Rahman, également connu sous le nom de guerre Ali Kushayb, s'est rendu au tribunal, et les juges de la CPI ont déclaré en juillet qu'il serait le premier suspect à être jugé pour le conflit du Darfour, faisant face à 31 chefs d'accusation, dont meurtre, viol et torture.

Source : AFP

Pierre Oued.

Développement endogène : l'exemple parfait du Botswana

Le Botswana est devenu le pays le plus développé en Afrique noire sans tempête et sans bruit. Comment ? Les matières premières sont interdites d'être exportées brutes. Une transformation doit d'abord se faire sur place, pour absorber les valeurs ajoutées. C'est ainsi que, premier producteur de diamant, ce pays a fait déplacer la bourse de diamant d'Anvers à sa capitale Gaborone. Et ce n'est pas tout !

C'est le Botswana qui fixe le cours du diamant. Tout projet de création d'entreprise se fait par déclaration. L'entreprise fonctionne 6 mois avant de déposer les statuts. Tout projet en prévision d'au moins 50 salariés se voit bénéficier d'un chargé de mission de la présidence qui va jouer le rôle de facilitateur. Tout projet de plus de 100 salariés bénéficie

La suite à la page 7

BOTSWANA

La suite de la page 6



Le Botswana talonne l'Afrique du sud en matière de Safari

d'un site gratuit par l'État pour 10 ans. L'Etat investit énormément dans l'éducation.

Les bourses étudiantes varient de 100.000 francs à 150.000 francs /mois selon le cursus et l'université est gratuite. L'État a obligation de trouver de l'emploi à tous les diplômés de l'enseignement supérieur, tant dans le secteur public que privé. Le nouveau diplômé bénéficie d'une allocation en attente d'emploi payée mensuellement. Après l'éducation, une grosse partie du budget est attribuée à la santé. Les plateaux techniques des hôpitaux de ce pays n'envient aucun pays au monde. Le tourisme est sélectif pour préserver l'environnement.

Le Botswana est en train de talonner l'Afrique du sud en matière de Safari. Les mandats présidentiels sont de 4×2 non renouvelables. Rarement de contestations post électorales. Le poids de l'armée y est faible. Vous comprenez pourquoi le Botswana n'émigre jamais et pourquoi il n'y a pas de fatalité pour le développement des pays africains. Seule la volonté politique compte.

source: noorinfos.com

Tchad : Le président de la transition invite les groupes armés à participer au dialogue national

Le président de la transition du Tchad, Mahamat Idriss Deby a invité mardi 10 aout à la veille du 61ème anniversaire de l›indépendance du pays , les groupes armés de l'opposition à participer à un dialogue national pour déterminer l'avenir du pays, infirmant les déclarations précédentes selon lesquelles le gouvernement ne négocierait pas avec les rebelles.

Le président Mahamat Deby qui dirige le Conseil militaire de transition (CMT), a pris le pouvoir en avril après que son père, l'ancien président, Idriss Deby Itno a été tué alors qu'il visitait des troupes combattant une insurrection dans le nord. Toutefois, les groupes rebelles ont été invités à participer à un «Dialogue national

La suite à la page 8

La suite de la page 7



Le dialogue national inclusif sera ouvert à toutes les corporations selon le Chef de l'Etat Mahamat Deby

inclusif», avant la tenue des élections présidentielles et législatives, selon Reuters. «Le dialogue franc et sincère que nous espérons tous sera ouvert, de manière spécifique, aux mouvements politico-militaires», a déclaré Deby dans un discours. «Les petites pratiques, les calculs politiques et les combats d'arrière-garde qui ont déjà fait trop de mal à notre pays doivent être bannis à jamais,» a-t-il ajouté selon la même source.

Construire l'unité nationale

La junte avait auparavant refusé de négocier avec les groupes rebelles, en particulier les combattants du Front pour le changement et la concorde au Tchad (FACT), qui ont balayé en avril vers le sud des bases en Libye et atteint à moins de 300 km de la capitale N'Djamena. Deby a déclaré que les groupes armés ont «une obligation patriotique de reconsidérer leurs positions» et d'aider le conseil de transition à construire l'unité nationale.



Le dialogue national inclusif vise à jeter les bases d'un Tchad nouveau... Et c'est ce que souhaitaient bon nombre de Tchadiens

Selon la feuille de route du gouvernement de transition, le dialogue national inclusif sera organisé entre novembre et décembre 2021.

Pierre Oued.

NIGERIA

Shell va verser 95 millions d'euros aux populations du sud-est

La société anglo-néerlandaise Shell va débourser 95 millions d'euros de dédommagement des communautés du sud-est du Nigeria. Leurs terres ont été ravagées par des déversements de pétrole dans les années 70.



Shell a accepté de verser 95 millions d'euros à des communautés du sud-est du Nigeria

Le géant pétrolier Shell a accepté ce mercredi 11 juillet 2021 de verser 95 millions d'euros à des communautés du sud-est du Nigeria dont les terres ont été ravagées par des déversements de pétrole dans les années 70, selon les avocats des deux partis cités par le figaro. Il avait été condamné une première fois en 2010 mais la compagnie avait contesté à plusieurs reprises le jugement, en vain. La compagnie a finalement trouvé un accord devant la Haute cour de justice d'Abuja avec la communauté mercredi. «*L'ordre de paiement de 94,9 millions d'euros aux plaignants vise à satisfaire entièrement et à titre définitif le jugement rendu*», a déclaré la filiale nigériane de Shell, la Shell Petroleum Development Company of Nigeria Limited (SPDC), dans un communiqué. Des ONG environnementales selon Africanews, dont le Mouvement pour la survie du peuple Ogoni (Mosop), accusent depuis plus de 20 ans le gérant pétrolier de dégradation environnementale et de négligence en pays Ogoni, région du delta du Niger aux mangroves dévastées par la pollution pétrolière. L'avocat représentant les communautés de Ejama-Ebubu dans l'Etat de Rivers, Lucius Nwosa, a confirmé cette décision. il faut noter qu'en 2015, Shell avait accepté de payer 70 millions de dollars (63 millions d'euros) de compensation à quelque 15.500 habitants dans l'Ogoniland et a accepté de commencer le nettoyage d'une marée noire en 2008, même si la compagnie a toujours assuré que les sabotages artisanaux par les habitants des oléoducs étaient les premières causes de pollution.

Oumou Konaté

NAMIBIE

Près de 1500 emplois perdus durant le 1er semestre 2021

Près de 1.500 emplois ont été supprimés dans 190 entreprises namibiennes au cours du 1er semestre 2021, a annoncé lundi le ministère namibien du Travail et de l'Industrie, selon Sputnik news.



Le secteur des mines, la pêche (490),et celui de la vente au détail (375), sont les plus touchés par cette vague de licenciements

La majorité de ces emplois ont été perdus à cause des difficultés économiques qu'a connu le pays durant les deux derniers trimestres, provoquant la suspension des activités dans certaines entreprises ou leur fermeture totale, a déclaré la directrice générale du ministère par intérim, Lydia Indombo, selon Sputnik News. Mme Indombo a, par ailleurs, souligné que les secteurs les plus affectés par les pertes d'emplois sont ceux des mines et la pêche (490), la vente au détail (375), la fabrication et l'agriculture (278), et l'hôtellerie (103). «*Ces pertes d'emplois continues reflètent une économie en crise*», a averti l'expert économique Herbert Jauch, estimant que «*le déclin économique global du pays marqué par une baisse des dépenses de consommation locale, se reflète dans le grand nombre de licenciements recensés dans les secteurs de la vente au détail et de la fabrication*».

Des changements structurels pour redresser l'économie

Pour rappel, l'économie namibienne a été durement affectée par la crise sanitaire de la covid-19, suite à la baisse des exportations des produits miniers ainsi qu'aux effets du confinement imposé pour endiguer la propagation de la pandémie. Mais Herbert Jauch estime que cette crise à elle seule ne doit pas justifier cette situation. «*Jusqu'à présent, le gouvernement n'a pas été en mesure de présenter une stratégie cohérente de lutte contre le chômage, et de simples déclarations d'intention, conjuguées à des appels lancés aux investissements étrangers ne suffiront pas*», a-t-il fait comprendre. Des changements structurels bien réfléchis sont nécessaires de toute urgence pour redresser l'économie namibienne et contribuer à la préservation des emplois, a-t-il conclu.

Source : Sputnik News France

Pierre Oued.

NIGER

Au moins 37 civils tués dans une nouvelle attaque à l'ouest du pays

Au moins 37 civils ont été tués lundi 16 août dans le village de Darey-Daye, à l'ouest du Niger, dans la région nigérienne du Tillabéri. L'attaque aurait été perpétrée par des hommes armés venus à moto.



Au moins 37 civils, des paysans, tués dans une nouvelle attaque dans l'ouest du Niger



Dernièrement, le département de Banibangou a été la cible d'attaques d'hommes armés à motos

Le Niger a une fois de plus été frappé par une attaque meurtrière. Au moins 37 civils, dont 4 femmes et 13 enfants, ont été tués lundi, lors de cette énième attaque, a rapporté l'AFP mardi. Le village de Darey-Daye dans la région de Tillabéri, proche du Mali a été la cible de cette attaque. «L'attaque a eu lieu à Darey-Daye vers 15 h (14 h GMT)», lundi, «par des hommes armés venus à moto» qui ont tiré «sur des gens en train de cultiver leurs champs», a déclaré un élu local, cité par France 24.

Recrudescence des attaques dans le département de Banibangou

Les attaques meurtrières se sont multipliées depuis le début de l'année dans le département de Banibangou. Le village de Darey-Daye avait déjà été la cible d'une attaque d'hommes armés le 15 mars dernier, faisant 66 victimes civiles. De plus, selon notre source, depuis le début de la saison hivernale, les attaques visent surtout des civils travaillant dans les champs. En témoigne celle du 9 août où «des individus armés» avaient attaqué «des populations travaillant dans un champ» du village de

La suite à la page 12

NIGER

La suite de la page 11

Falanzandan, toujours dans le département de Banibangou, tuant 15 personnes et en blessant deux autres, selon le ministère nigérien de l'Intérieur.

La sécurisation des lieux

« La chose est inacceptable, la chose est très grave », s'est indigné une autorité locale citée par RFI, face à la situation alarmante. A l'en croire, les bandits armés ont tué tous les hommes du village. "Le 13 mars dernier, ils ont tué 37 hommes. Il n'est rien resté, sauf les femmes et les enfants." a-t-elle témoigné avant de demander plus de sécurité dans la zone, à travers notamment des bases militaires, pour permettre aux populations d'y rester. La situation sécuritaire est dégradante dans la région de Tillabéry. Selon Human Rights Watch (HRW), 420 civils ont été tués dans l'ouest du Niger depuis le début de l'année.

Line Rose

Le bilan des inondations s'alourdit



La situation au plan national à la date du 11 août 2021 faisait état de 52 morts rapporte la direction

Au moins 52 personnes ont trouvé la mort dans les inondations au Niger depuis début juin. c'est ce qu'a indiqué le mercredi 11 août 2021 les services de la protection civile.

«La situation des inondations à la date du 11 août 2021 se présente comme suit : 52 morts, 34 blessés et 50 305 personnes sinistrées à travers 5 694 ménages», a annoncé la Direction générale de la protection civile dans son rapport de suivi des inondations. Pas moins de 4137 maisons et 282 cases se sont effondrées et 897 têtes de bétail ont été emportées par les eaux, a ajouté la même source. Un précédent bilan publié dimanche 8 aout par la protection civile faisait état de 44 morts. Plusieurs régions du pays ont été touchées par les inondations depuis le début du mois de juin. La capitale Niamey fait partie des villes les plus touchées selon Africanews. Ces inondations ont touché 218 quartiers et villages, 62 communes et 29 départements et villes. Dans la nuit de mardi 11 à mercredi 12 août 2021, elle a enregistré des fortes pluies atteignant les 144 mm dans certains quartiers. Il faut noter qu'en 2020, au moins 70 personnes ont trouvé la mort dans les inondations au Niger et 350 000 autres ont été sinistrées rapporte notre source.

Oumou Konaté

BURKINA FASO

Le vire-ensemble de la 1re à la 4è république : le CGD éclaire la lanterne des Burkinabè

Le Centre pour la gouvernance démocratique (CGD) a organisé une conférence publique le jeudi 12 août 2021 à Ouagadougou sous le thème "Le vivre ensemble au Burkina Faso, de la Ière à la IVe République". A l'occasion, beaucoup de politiques ont témoigné sur les mouvements et agitations qui ont marqué la gestion du pouvoir et la vie politique du Burkina Faso, de la première à la quatrième république.



Dr Thomas Ouédraogo, S.E du CGD), Paul Ismaël Ouedraogo en chapeau et à sa gauche le modérateur Luc Marius Ibriga (contrôleur général d'Etat).



Une vue des participants composés des représentants des partis politiques, des organisations de la société civile

Selon Dr Thomas Ouédraogo, directeur exécutif du CGD, cette rencontre a été initiée dans le but de convoquer l'histoire pour qu'elle instruise le présent afin d'alimenter les réflexions futures. A cet égard, le Centre pour la gouvernance démocratique inscrit sa démarche dans la quête de la paix et de la stabilité et cette quête ne saurait être atteinte que par un Etat, garant des institutions, qui assume ses responsabilités et aussi avec la contribution de tous les citoyens. Il a rappelé que malgré les agitations politiques occasionnées par les divergences d'opinions, notre intérêt à tous est de construire une nation forte qui gagne et sur laquelle reposent tous nos espoirs.

Les panélistes qui ont animé la conférence ont intervenu, chacun, sur une période précise de l'histoire du Burkina. Frédéric Guirma, homme politique et ancien ambassadeur du Burkina aux USA, sous la première république, a estimé que les populations n'ont pas été préparés à l'indépendance. L'élite gouvernante n'était même pas prête, selon lui. "L'indépendance a été prise de façon cavalière", à l'entendre, car jusqu'à aujourd'hui, estime t-il, l'on n'a toujours pas pu traduire la notion d' "indépendance" dans nos langues nationales. La vie et la

La suite à la page 14

La suite de la page 13

gestion politique de la première république ont été marquées par un manque de cohésion sociale, une divergence dans la manière dont le pouvoir était gouverné par Maurice Yaméogo qui l'a pris comme "une propriété privée", à son avis, conduisant ainsi au soulèvement populaire du 3 janvier 1966.

Sous la deuxième république, selon le consultant international en développement et ancien ministre, Pierre Claver Damiba, la gestion du pouvoir était sans vision politique, marquée par la faiblesse du président Sangoulé Lamizana et un manque de solidarité sur le plan africain. Parlant de l'actualité, il a souligné que le terrorisme est lié à la faiblesse des pouvoirs en place, de l'indépendance jusqu'à de nos jours. Depuis les indépendances, aucun pouvoir n'a eu l'idée de construire une nation forte. Ils se sont laissés divertir par les choses futiles de la vie, a-t-il laissé entendre. Damiba a aussi souligné que le vivre ensemble est fondé sur une nation dont les principes sont basés sur la solidarité.

Quant à Paul Ismaël Ouedraogo, il a fait savoir que sous la troisième république,"le TPR était, au départ, une instance de vérité, mais des gens l'ont utilisé pour des règlements de compte". S'agissant de l'actualité et de la classe gouvernante, il a montré que "les changements générationnels ne sont pas faciles et pour cela nous devons asseoir le dialogue et faire confiance à la jeunesse".

Le Professeur Serge Théophile Balima qui a fait son témoignage sur la période 1987-1991 a souhaité la liberté d'expression pour les citoyens, la fin de la mauvaise gouvernance qui conduit toujours à des insurrections, colombe des régimes d'exception. Tant qu'il n' y a pas de stabilité, il n' y a pas de développement, à l'entendre. Il a indiqué que l'on lutte contre la corruption, en faisant de la gouvernance vertueuse et qu'il y ait de la transparence dans les décisions et qu'on évite la politisation de l›administration. A entendre les conférenciers, les crises sociopolitiques qui ont caractérisé le régime du président Compaoré vont s'approfondir, ce qui finira par créer les conditions d'une insurrection populaire, laquelle a fait tomber le pouvoir Compaoré. Ainsi, la transition politique organisée va s'atteler à des réformes et conduire le Burkina vers les premières élections ouvertes et démocratiques qui consacrent l'élection de Roch Marc Kaboré à la présidence de la république en décembre 2015. Emile Paré, Directeur du centre de formation du parti au pouvoir (MPP), lors de son intervention centrée sur la quatrième république, a focalisé son analyse sur le thème d'actualité, à savoir le vivre-ensemble. Pour lui, la question du vivre ensemble est déjà ancrée au sein de la population qui a la reconnaissance de l'Etat en tant qu' entité supérieure ainsi que le respect de la vie en communauté. Mais le vrai problème se pose au niveau de la classe politique et des organisations de la société civile (OSC), de son point de vue. Pour finir, Emile Paré a insisté sur la question de la justice et a souhaité que les dossiers pendants soient traités car cela pourrait contribuer à consolider le vivre ensemble dans notre pays.

C'est à travers ces anecdotes sous formes de témoignages souvent ponctués de comparaisons des régimes politiques successifs que les panélistes ont poursuivi leur débat démocratique en éclairant le public sur les différents faits majeurs qui ont mouvementé la vie politique, sociale et économique du Burkina Faso, des indépendances à nos jours.

Lucien DAKISSAGA (Stagiaire)

BURKINA FASO

ACMUR forme la première promotion chargée du digital au Burkina Faso

Lancée le 4 août dernier à Ouagadougou, au Burkina Faso, la formation des acteurs au profil de chargé de diffusion culturelle a connu son épilogue le 12 août. Initié par le collectif ACMUR (Arts, clowns, marionnettes et musiques dans nos rues), le projet vise à vulgariser ledit métier mais surtout à booster l'industrie culturelle.



En image les initiateurs du projet



Photo de famille des futurs chargés de diffusion avec le fondateur des récréâtrales, Etienne Minoungou, et Boniface Kagambega, directeur artistique de ACMUR

Ils sont douze (12) personnes venues de différentes régions du Burkina Faso à prendre part à la formation au métier de chargé de diffusion, orientation communication digitale, initié par ACMUR. Ce projet qui a été co-financé par l'Union européenne et le Fonds de développement culturel et touristique (FDCT) vise à vulgariser le métier de chargé de diffusion afin de booster l'industrie culturelle burkinabè. La première session de formation s'est tenue du 5 au 12 août 2021.

Le chargé de diffusion est indispensable pour un réel développement et une rationalité économique des projets culturels. Selon Boniface Kagambega, directeur artistique du collectif ACMUR, le chargé de diffusion porte plusieurs casquettes dont celle d'administrateur, chargé de trouver les financements d'un projet et celle d'un manageur capable de vendre l'artiste et son œuvre.

Pour la première session de formation, les futurs chargés de diffusion ont bénéficié du savoir et de l'expérience de plusieurs grands acteurs du domaine, dont le premier chargé de diffusion du Burkina

La suite à la page 16

NIGERIA

La suite de la page 15

Faso, Vincent Koala, de l'un des plus grands administrateurs Adama Kaboré, des juristes Hermane Kwene du FDCT, de Bonzi Zita Daniel du Conseil supérieur de la communication (CSC).

Promotion de la culture

De la politique culturelle du Burkina Faso, aux filières culturelles, en passant par l'administration artistique et le cadre juridique et réglementaire afférent au secteur culturel, les futurs chargés de diffusion ont d'ores et déjà engrangé plusieurs acquis.

A termes, ces derniers auront la lourde tâche de donner une meilleure visibilité aux produits culturels burkinabè et africains afin qu'ils soient plus compétitifs sur le plan mondial.

La seconde session de formation est prévue en novembre prochain.

Par ailleurs, ACMUR entend créer une agence de diffusion artistique afin de promouvoir les compagnies burkinabè d'art de la rue, mais aussi de les appuyer sur le plan diffusion.

Line Rose

Le président Buhari promulgue la loi de régulation du secteur pétrolier au Nigeria



Muhammadu Buhari a promulgué la loi visant à réguler le secteur pétrolier

Le lundi 16 août dernier, le président nigérian, Muhammadu Buhari, a promulgué le Petroleum Industry Bill, une loi visant à réguler le secteur pétrolier et gazier du premier pays producteur de brut d'Afrique. Le texte prévoit une fiscalité plus encadrée et une meilleure redistribution des richesses.

Le Petroleum Industry Bill (PIB) vient d'être promulgué par le président Muhammadu Buhari. Près de 20 ans après sa première présentation, la loi avait déjà été validée le 1er juillet dernier par les deux chambres du parlement. Selon les autorités du pays, le PIB vise à réguler le secteur, tout en attirant plus d'investisseurs et en accélérant la production de pétrole et de gaz naturel. En effet, à en croire l'Agence ecofin, le projet révise presque tous les aspects de la production pétrolière et gazière du pays et prévoit des assouplissements fiscaux pour les compagnies pétrolières intéressées par l'investissement. Surtout, le texte vise à lever l'incertitude juridique et réglementaire qui a freiné la croissance du secteur.

Attirer de nouveaux capitaux

La suite à la page 17

CÔTE D'IVOIRE

La suite de la page 16



La nouvelle loi vise aussi à attirer plus d'investisseurs et à accélérer la production de pétrole et de gaz naturel

Premier producteur de pétrole en Afrique, disposant de réserves gigantesques, le Nigeria peine pourtant à attirer les investisseurs étrangers vers son secteur pétrolier. Et pour cause, ce secteur est réputé corrompu, peu productif et doté d'infrastructures délabrées, sans compter une situation sécuritaire préoccupante. Le PIB avec les assouplissements fiscaux, le cadre juridique et réglementaire qu'il offre permettra sans doute d'attirer plus d'investisseurs dans le domaine.

Le Nigeria produit actuellement environ 1,9 million de barils par jour, selon le journal Le Monde. Dans ce pays le plus peuplé de l'Afrique, les revenus provenant du secteur pétrolier représentent près de la moitié du budget de l'Etat.

Line Rose

La côte d'ivoire lance des vaccins contre Ebola



La Côte d'Ivoire a confirmé le weekend le premier cas de maladie à virus Ebola dans le pays depuis 1994

Le ministère de la santé de la Côte d'Ivoire a confirmé, ce weekend, le premier cas de maladie à virus Ebola dans le pays depuis 1994, a indiqué l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le ministère de la Santé de la Côte d'Ivoire a annoncé le weekend dernier, le premier cas de maladie à virus Ebola dans le pays, depuis 1994, a indiqué, dans un communiqué, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Les agents de Santé ivoiriens avaient précédemment déclaré que les vaccinations des « groupes ciblés » avaient déjà commencé dimanche. Le cas a été enregistré à Abidjan, chez une Guinéenne de 18 ans, arrivée dans le pays mercredi, après un voyage par la route depuis Labé en Guinée, ont indiqué, samedi, les autorités. L'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que le séquençage génétique d'un échantillon de virus déterminerait si le cas était lié à une récente flambée d'Ebola en Guinée voisine. Le fait que cela se soit produit dans une région de plus de quatre millions d'habitants était d'une «immense préoccupation», a-t-il déclaré.

Un traitement efficace existe

La maladie à virus Ebola est une pathologie grave, souvent mortelle, qui touche les êtres

La suite à la page 18

La suite de la page 17



Selon les agents de santé ivoiriens, la vaccination des « groupes ciblés » avait déjà commencé

humains et d'autres primates. Les taux de létalité ont varié de 25 à 90% lors des épidémies précédentes. Néanmoins, il existe désormais un traitement efficace. Si les patients sont pris en charge à un stade précoce de la maladie, avec en parallèle des soins de soutien, leurs chances de survie s'améliorent considérablement. « Il est extrêmement préoccupant que cette épidémie ait été déclarée à Abidjan, une métropole de plus de quatre millions d'habitants », a indiqué Dr Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique. « Cependant, l'essentiel de l'expertise mondiale, en matière de lutte contre la maladie à virus Ebola, se trouve ici, sur le continent, et la Côte d'Ivoire peut tirer parti de cette expérience pour accélérer la riposte. Il s'agit de l'un des six pays auxquels l'OMS a récemment fourni un appui dans le but de renforcer la préparation à la lutte contre la maladie à virus Ebola et ce diagnostic rapide montre que la préparation porte ses fruits », a-t-elle ajouté. L'OMS apporte un appui dans le cadre de la coordination des activités transfrontalières de lutte contre la maladie à virus Ebola. 5.000 doses de vaccin anti-Ebola, qui ont été obtenues grâce au soutien de l'OMS pour combattre l'épidémie en Guinée, devaient être acheminées vers la Côte d'Ivoire grâce à un accord entre les ministères de la santé des deux pays. Ces doses serviront à vacciner les personnes à haut risque, surtout les agents de santé, les premiers intervenants et les contacts des cas confirmés.

Source: news.un.org

K. FIAKOFI

15 étudiants kidnappés lors de la dernière attaque terroriste contre des écoles

Des hommes armés ont tué trois personnes dans un collège agricole de l'État de Zamfara, au nord-ouest du Nigeria et kidnappé 15 étudiants, ont annoncé lundi des responsables de l'école et la police.

Au Nigeria, les enlèvements à main armée contre rançon font désormais la une des journaux presque quotidiennement dans le pays, depuis sept ans. Dimanche, au Collège d'agriculture et de sciences animales de Bakura, «des hommes armés, inconnus, ont attaqué l'école vers 22H00 (21H00 GMT)», a déclaré à l'AFP, l'officier d'état civil, Aminu Khalid Maradun. Ils ont tué un policier et deux agents de sécurité, «et en ont enlevé 20, dont 15 étudiants», a-t-il dit. Les cinq autres personnes enlevées sont des

La suite à la page 19

NIGERIA

La suite de la page 18



Des étudiants d'un collège agricole de l'État de Zamfara kidnappés par les bandits



Le déploiement militaire et les accords de paix n'ont pas réussi à mettre fin à la violence

membres du personnel et de la famille, a-t-il ajouté. «Les hommes armés sont entrés de force dans l'école par la porte piétonne et ont emmené les otages», a déclaré à l'AFP Abdullahi Aminu, responsable de l'hébergement à l'école. Le responsable a déclaré, lundi matin, que l'école avait reçu un appel téléphonique des ravisseurs, disant qu'ils détenaient 20 otages. La police a déclaré lundi que 15 étudiants avaient été kidnappés lors de l'attaque, mais a déclaré que seuls quatre membres du personnel avaient été emmenés et que trois avaient été «sauvés» par la suite. «15 étudiants et 4 membres du personnel ont été enlevés par les bandits», a déclaré le porte-parole de la police locale, Mohammed Shehu, dans un communiqué, ajoutant que des agents de la police avaient secouru trois membres du personnel alors qu'ils fouillaient la zone.

950 enlevés depuis décembre

L'ONU estime qu'au moins 950 étudiants ont été enlevés, à travers le Nigeria, depuis décembre. La plupart ont été libérés après des négociations avec les autorités locales, bien que certains soient toujours détenus. Le dernier enlèvement de masse a eu lieu en juillet, lorsque des hommes armés ont enlevé 121 étudiants du lycée Bethel Baptist dans l'État de Kaduna. Des gangs criminels lourdement armés, connus localement sous le nom de bandits, terrorisent les communautés de la région, depuis des années. Ils attaquent généralement les villages pour piller, tuer et voler le bétail. Les déploiements militaires et les accords de paix n'ont pas réussi à mettre fin à la violence. Les bandits qui se cachent dans des camps dans la forêt de Rugu à cheval sur les États de Katsina, Kaduna, Zamfara et Niger continuent de lancer des attaques. Depuis la fin de l'année dernière, les gangs ciblent de plus en plus les écoles et les collèges pour obtenir des rançons.

K. FIAKOFI

BURKINA FASO

Lutte contre le COVID : l'Ordre des pharmaciens du Burkina explique son apport à la presse

L'Ordre national des pharmaciens du Burkina Faso, à travers son Conseil régional de Ouagadougou, était face à la presse, le mardi 10 août 2021 à Ouagadougou. Les échanges ont porté sur le fonctionnement des officines de la ville de Ouagadougou et la contribution des pharmaciens de la région ordinale à la riposte contre la pandémie à Covid-19.



La région ordinale du centre regroupe près de de 60% des pharmaciens inscrits à l'Ordre

L'Ordre national des pharmaciens du Burkina Faso est une institution investie par l'Etat, d'une mission de service public, d'organisation et de régulation de la profession de pharmacien. "Au regard des missions régaliennes assignées à l'Ordre national des pharmaciens par le législateur, l'objectif de la présente activité est de contribuer à informer les populations de notre région ordinale sur nos activités", a déclaré Nao Nédié, président du Conseil régional du centre (CRC).

La ville de Ouagadougou compte environ 180 officines sur 200, réparties en 11 zones officinales, selon les critères géographiques de proximité. En ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement des officines pharmaceutiques, "les bases se retrouvent dans la loi 027-2012 AN qui crée l'Ordre, donnant mandat aux conseils régionaux de l'Ordre de fixer les heures d'ouverture et de fermeture des officines pharmaceutiques, ainsi que l'élaboration des groupes et programmes de garde", a indiqué Nao. Les officines sont généralement ouvertes de 08h à 20h en continu, avec un service de garde organisé. " Nous avons en moyenne 45 à 50 officines par groupe de garde", a-t-il ajouté.

Dans la lutte contre le Covid-19, l'Ordre national des pharmaciens du Burkina a apporté son aide, à travers la mise en place d'une cellule de gestion de la crise. "L'élaboration de supports de communication, la sensibilisation dans les médias, la surveillance avec les équipes d'intervention rapide, la prise en charge des cas et la gestion logistique", sont, entre-autres, la contribution de l'Ordre à la riposte de la maladie.

Disparité des prix et rupture des produits

La différence des prix dans les

La suite à la page 21

La suite de la page 20

officines peut se situer dans le système d'approvisionnement avec les grossistes. « Les grossistes peuvent avoir des prix différents, parce qu'ils n'ont pas les mêmes fournisseurs», a expliqué le président du CRC. La tarification douanière peut aussi jouer sur la disparité des prix, d'un grossiste à un autre, a affirmé Dr Alfred Sandwidi, président de l'Ordre national des pharmaciens du Burkina Faso. En outre, poursuit-il, " en cas de rupture de produits, au niveau national, certains pharmaciens arrivent à faire venir les produits en urgence, sans même passer par les grossistes. Cela revient coûteux avec les différentes taxes".

La rupture des produits souvent constatée peut être due à plusieurs facteurs, à savoir la rupture chez le fournisseur, le problème logistique avec les différents moyens de transport et les difficultés administratives. "La problématique de rupture d'approvisionnement ne concerne pas seulement notre pays. C'est un phénomène mondial", a indiqué Dr Alfred.

Leylatou TIENDREBEOGO

Affaire Thomas Sankara : le procès s'ouvre le 11 octobre prochain



Dans un communiqué de presse daté du 17aout 2021, le procureur militaire, près le tribunal militaire de Ouagadougou, informe l'opinion nationale et internationale que le procès des personnes mises en accusation dans l'affaire de l'assassinat du présidentThomas Sankara et de ses douze compagnons s'ouvrira le lundi 11 octobre 2021 à partir de 9 heures. Cette audience de la chambre de jugement sera publique et délocalisée dans la Salle des Banquets de Ouaga 2000.

Au regard de la qualité et de la renommée du président révolutionnaire, ce procès, plus que celui des putschistes de septembre 2015, est l'un des plus attendus par les Burkinabè qui désirent ardemment savoir et comprendre les circonstances de la mort de leur « idole », ceux à qui a profité le crime et les raisons qui ont prévalu à l'assassinat le 15 octobre 1987 du président Sankara et ses 12 compagnons.

Lonsani SANOGO

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Algérie: Tebboune annonce un million de dinars pour chacune des familles des martyrs des incendies

Les familles des martyrs décédés dans les incendies en Algérie, vont être indemnisées à hauteur d'un million de dinars algériens (7400 dollars US), a annoncé lundi le président de la République Abdelmadjid Tebboune, cité par la télévision publique, selon le site AA. Cette somme sera allouée aux parents des victimes célibataires et aux conjoints des victimes mariées. L'aide sera versée à toutes les familles de victimes, qu'elles soient civiles ou militaires et une autre aide sera apportée aux sinistrés, à en croire notre source. A cet effet, un Comité national d'évaluation et d'indemnisation des sinistrés, afin de démarrer les indemnisations des victimes sans délai.



Ouganda : désarmement des voleurs de bétail

L'armée ougandaise a lancé une opération de désarmement des Karamojong, les voleurs de bétail. Et avec la recrudescence des vols et des attaques interethniques, elles utilisent désormais l'approche jugée musclée dans le cadre de l'opération appelée « usalama kwa wote» qui, en swahili, signifie «paix pour tous». A en croire Africanews, depuis janvier, 197 suspects ont comparu devant une cour martiale alors que 332 ont été arrêtés en rapport avec des vols d'animaux. 157 armes et munitions ont été récupérées dans le cadre de la lutte contre les armes illégales.



Niger: les fortes précipitations entraînent une nouvelle flambée de choléra

Selon les autorités, ce sont 600 cas qui ont été recensés sur l'ensemble des régions touchées, environ 400 guéris, 19 décès et 156 personnes actuellement sous traitement. Les autorités assurent avoir mis en place des centres de prise en charge dans les régions touchées, ainsi que mener les campagnes de formation et de sensibilisation. Cependant, les pluies diluviennes qui touchent le Niger viennent accentuer les facteurs de propagation du virus. Elles ont fait des dizaines de victimes et touché des dizaines de milliers de personnes dans la capitale Niamey et les régions de Maradi, dans le Sud-Est, d'Agadez dans le Nord désertique, selon ces données officielles, citées par rfi.



Madagascar : un nouveau gouvernement mis en place

Après avoir démis le gouvernement précédent, le Président malgache Andry Rajoelina a finalement reconduit son Premier ministre qui lui a proposé un nouveau gouvernement connu depuis ce dimanche 15 août 2021. Le Premier ministre Christian Ntsay, 60 ans, reste à son poste et avec lui, dix autres ministres aux côtés de qui 22 nouveaux font leur entrée au gouvernement. Au nombre des ministres toujours en poste figurent notamment les ministres de la Défense, de la Sécurité publique, ainsi que Lalatiana Rakontondrazafy, ministre de la Communication, considérés comme les trois hommes forts du régime. Comme nouvelles apparution dans le gouvernement, Sofia Ratsiraka, la fille de l'ex-président, Didier Ratsiraka, décédé en mars 2021, est nommée à l'Artisanat et l'ancien maire de la capitale Antananarivo, Edgard Razafindravahy, au Commerce.



Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F
Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA
Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA
Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20
Une vente en ligne (Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info
Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info